Parti Socialiste
Congrès de Grenoble
Samedi 25 novembre 2000
(Matin)

Sommaire

Le président (Bernard Soulage)..... 1
François Rebsamen..... 2
Alain Barrau 4
Isabelle Thomas..... 6
Alain Richard 7
Christian Bataille..... 11
Anne Hidalgo 14
Laurent Fabius..... 16
Patrick Menucci..... 19
Elisabeth Guigou 21

La séance est ouverte, à 11 h 40, sous la présidence de Bernard Soulage, assisté de Michèle Lindeperg, Cécile Helle et François Brottes.

Le président (Bernard Soulage)

Chers camarades, nous allons reprendre le débat général et je vous invite donc à regagner vos places.
Nous procéderons, préalablement, à l'audition de François Rebsamen, qui nous présentera les résultats des votes et, je crois, la composition de la Commission des résolutions.
Chers camarades, je souhaiterais vous inviter tous à écouter les orateurs qui vont se succéder à cette tribune pour des temps brefs, puisque chacun aura entre cinq et dix minutes ; tout ceci est prévu pour que vous puissiez suivre les débats attentivement mais je vous demande vraiment à tous de faire un effort à la fois pour vous asseoir et pour écouter les orateurs, de façon que nous ayons entre nous un échange véritable.
Merci à tous. Le débat durera jusqu'à 12 h 45, à peu près une heure, ensuite nous aurons le déjeuner et notre séance reprendra à 14 h 30.
Le premier orateur sera Alain Barrau, qui se prépare pour intervenir après François Rebsamen.
Chers camarades, nous allons ouvrir cette séance. Cécile Helle, députée du Vaucluse, secrétaire nationale, nous rejoint à la tribune ; j'y suis avec Michèle Lindeperg, la "régionale" de l'étape, ancienne députée européenne de la Loire, et François Brottes, autre "régional" de l'étape, député de l'Isère.
Je demande à François Rebsamen, secrétaire national aux fédérations, de nous présenter les résultats de la Commission des Résolutions du Congrès.
François, tu as la parole.

Fondation Jean-Jaurès

François Rebsamen

Chers camarades, c'est un exercice un peu fastidieux mais qui est très attendu, puisqu'il me revient la charge, au nom de la Commission de recollement des votes, de vous présenter les résultats finaux définitifs et validés par cette Commission de notre Congrès de Grenoble.

Qu'il me soit d'abord permis de remercier les camarades qui ont siégé à cette Commission de recollement des votes pour leur sens des responsabilités qui nous permet d'annoncer ces résultats à l'unanimité et de les présenter en temps et en heure voulus. Pour la première fois depuis bien longtemps, ces camarades pourront donc assister à l'essentiel de nos débats et peut-être ceci explique-t-il cela.

Je vais vous présenter ces résultats.

Il y avait pour ce Congrès 118 694 inscrits. Il y a eu 78 739 votants, soit 66,36% de votants, 77 287 exprimés.

La motion 1, celle présentée par notre premier secrétaire, François Hollande, a recueilli 56 374 voix, soit 72,94% des suffrages.

(Applaudissements)

La motion 2, présentée par nos camarades de la Gauche Socialiste, a recueilli 10 266 voix, soit 13,28% des voix.

(Applaudissements)

La motion 3, dont le premier signataire était Henri Emmanuelli, a recueilli 10 647 voix, soit 13,78% des suffrages.

(Applaudissements)

Ce qui, au niveau des instances nationales, nous donne le résultat suivant :

- Pour le Conseil national qui, vous le savez, est composé de 204 membres, la motion 1 disposera de 149 sièges, la motion 2, de 27 sièges, et la motion 3, de 28 sièges.
- S'agissant du Bureau national, hors notre premier secrétaire qui est élu directement par les militants, sur 54 membres, la motion 1 disposera de 40 sièges, la motion 2, de 7 sièges, et la motion 3, de 7 sièges.

D'autre part, les militants se sont exprimés et ont approuvé les modifications statutaires. Elles ont été approuvées par 74,28% des voix, soit 50 266. Elles sont donc adoptées.

Enfin, le rapport d'activité qui vous a été présenté par Alain Claeys a été adopté par 60 750 voix, soit 87,43% des suffrages exprimés.

(Applaudissements)

Ce rapport d'activité est donc adopté.

Avant d'en terminer sur les chiffres, je voudrais vous faire part d'un certain nombre de remarques et suggestions que la Commission de recollement des votes a souhaité vous présenter.

S'agissant de la démocratie interne, la Commission s'est félicitée de la participation de plus de 5 000 militants aux débats d'orientation fédéraux sur les motions. Aucun parti en France, mes camarades, actuellement, ne peut se prévaloir de la capacité de mobiliser autant de militants sur des débats d'orientation internes sans enjeu direct de pouvoir. Cela, je le crois, mérite d'être

Fondation Jean-Jaurès

relevé. Toutefois, il conviendra à l'avenir de favoriser plus encore ces débats en organisant au niveau national la publicité des calendriers de ces assemblées générales, par exemple - proposition en a été faite par la Commission - par une publication dans "L'hebdo des Socialistes", complétée (eh oui ! Maintenant nous avons un site qui fonctionne) par la mise en ligne de ces informations sur le site Internet du Parti.
D'autre part et enfin, concernant la vie de nos fédérations, à laquelle, je le sais, vous êtes attentifs, la Commission tient à rappeler avec quelque solennité aux fédérations que la composition des Conseils fédéraux et des Bureaux fédéraux doit, conformément à nos statuts, s'effectuer à la représentation proportionnelle, à la plus forte moyenne des résultats obtenus par chacune des motions dans chaque fédération. Il convient, afin de nous éviter des discussions et des contentieux pour demain, de considérer que les postes au Conseil fédéral, Bureau fédéral et aux instances départementales sont attribués à chacune des motions. Ces postes ne peuvent donc être pourvus que sur proposition du mandataire fédéral de chacune des motions, y compris ,mais ceux qui suivent cela me comprendront lorsqu'une motion n'avait pas présenté assez de candidats.
Enfin, et je terminerai mon rapport par ce point, je tiens à rappeler, au nom de la Commission, que la mise en place d'un Bureau fédéral des adhésions et d'une Commission fédérale des conflits dans chaque département, eux aussi composés à la proportionnelle des résultats, est obligatoire car inscrite dans nos statuts.
Je vous remercie d'avoir écouté ce rapport.
(Applaudissements)
Je vais passer maintenant à un exercice un peu plus fastidieux qui est la lecture des membres de la Commission des résolutions, qui se réunira ce soir vers 21 h 30.
Pour aller plus vite, je n'aurais pu donner que les prénoms, mais cela aurait fait un peu bande de copains ou de copines. Je vous éviterai cela, et donc ne m'en veuillez pas, je vous donnerai par ordre alphabétique et par motion les noms des camarades qui siégeront ce soir à la Commission des résolutions.

Au titre de la motion 1 : Andrieux, Anziani, Arif, Aubry, Ayrault, Bartolone, Bassinet, Bel, Berès, Bergougnoux, Besson, Bloche, Bono, Boucheron, Bouillon, Cambadélis, Ciabrini, Claeys, Colmou, Debout, Delanoë, Destot, Dolez, Dumont, Fabius, Felix, Forni, Frêche, Gaboreau, Galesnes, Glavany, Guibert, Guigou, Guillaume Didier, Guillaume Sylvie, Hazan, Hollande, Jamet, Janquin, Josselin, Lamy, Le Roux, Le Vern, Lebranchu, Lefebvre, Leveillé, Mauroy, Mermaz, Migaud, Moscovici, Nallet, Navarro, Paul, Peillon, Percheron, Perez, Pierret, Popelin, Pourtaud Danièle, Quilès, Rebsamen, Richard, Roman, Sabban, Sapin, Savary, Soulage, Sueur, Tasca, Todeschini, Touraine, Trautmann, Vallini, Valls et Weber.
Au titre de la motion 2 : Batho, Cottigny, Désir, Dray, Filoche, Guillerm, Jusforgues, Le Néouannic, Lienemann, Mélenchon, Menucci, Rossignol et Thomas.

Au titre de la motion 3 : Aguirre, Barbin, Bataille, Delpeyrat, Emmanuelli, Ferreira, Fleury, Lagrave, Lapeyre, Mallot, Martin Isabelle, Maurel, Vergnier et Vidalies.
(Applaudissements)

Bernard Soulage - Merci François de ce rapport.
Avant de passer à notre débat, je voudrais saluer l'arrivée et la présence parmi nous de Robert Hue, secrétaire national du Parti Communiste français.
(Applaudissements)
Et de Jean-Michel Baylet, président du Parti des Radicaux de Gauche.
(Applaudissements)
Nous avons aussi parmi nous Paul Loridan, vice-président du Mouvement des Citoyens.
(Applaudissements)
Nous passons maintenant, chers camarades, à notre débat. J'appelle Alain Barrau pour cinq minutes. Isabelle Thomas se préparer pour cinq minutes également.
Merci à tous de bien respecter les consignes que nous essayons les uns et les autres de vous rappeler depuis hier. Nous avons un problème d'acoustique. Pour qu'Alain soit bien entendu, il faut vraiment que nous cessions les bavardages et le brouhaha.
Merci à tous. Alain, tu as la parole.

Alain Barrau
Mes chers camarades, dans la perspective de notre réflexion pour 2002, je voudrais aborder ce matin deux thèmes : l'Europe et la Gauche plurielle.
L'Europe d'abord parce que nous allons avoir dans quelques semaines à soutenir notre gouvernement qui s'est beaucoup démené pour réaliser une présidence française active qui va être marquée, je l'espère, par le succès du Conseil européen de Nice à la fois sur le thème de l'Europe des citoyens, l'Europe du quotidien, qui est important pour nous, sur la question de la charte des droits fondamentaux, sur celle de la sécurité, de la défense, sur le problème de l'environnement et sur la délicate question de la réforme institutionnelle.
Mais tout de suite après Nice, se posera pour nous tous les Socialistes et toute la Gauche plurielle, la question centrale : qu'est-ce que nous voulons faire de cette Europe ? Est-ce que nous allons aller vers une sorte de repli sur soi ? Je crois que majoritairement nous disons : non.
Est-ce que nous allons accepter une dérive néo-libérale qui peut être existante chez chacun de nos partenaires ou chez quelques-uns ? Nous disons majoritairement : non.
Il faut donc que nous puissions faire des propositions à la fois pratiques mais aussi politiques pour rassembler, en France et dans l'ensemble de l'Europe, une majorité qui puisse soutenir une voie différente. Je ne vais pas dire une voie médiane, mais une voie qui préserve à la fois la place de l'ensemble de nos pays dans la construction européenne, la préoccupation de l'ensemble de nos concitoyens, nous voyons de plus en plus que cette préoccupation touche la vie

quotidienne, et puis un certain nombre de questions fondamentales auxquelles nous croyons comme les services publics, comme la tradition de laïcité, comme des valeurs qui sont celles de notre République.
Ceci signifie que, dans l'ensemble de la période que nous allons ouvrir, il ne faut pas accepter de dilution de l'union. Il faut combattre tout ce qui, de l'intérieur ou de l'extérieur, amènera à faire pression pour aller vers une zone de libre échange. Ce n'est pas l'Europe que les Socialistes veulent bâtir, cela en aucun cas ne peut être le moyen et la voie de gagner un peu plus d'espace ou un peu plus de possibilité d'action parce que ce serait une dilution et ce serait contre l'intérêt des peuples qui composent l'Europe.
Il faut donc que nous arrivions à faire avancer cette idée qu'aujourd'hui l'Europe est un lieu d'affrontements entre la Droite et la Gauche, qu'aujourd'hui l'Europe est une organisation régionale qui peut peser et qui doit peser dans le sens de ce qui nous intéresse et nous importe dans le cadre de la mondialisation, et qu'enfin le débat politique avant et après Seattle sera toujours différent.
À cet égard, il faut d'une part revaloriser la place des Parlements nationaux dans cette construction européenne, mais aussi tenir compte de la situation du Parlement européen et des organisations non gouvernementales qui, de plus en plus, c'est logique, veulent peser sur un certain nombre de sujets.
Il faut donc que nous arrivions à faire en sorte que cette stratégie de moyen terme, à laquelle je crois, que nous avons avec Lionel Jospin mise en place en France de la Gauche plurielle puisse pas à pas, ce qui n'est pas simple, être généralisée ou étendue au niveau européen.
Ce n'est pas simple parce que certains de nos camarades sociaux-démocrates n'ont pas en Europe cette analyse.
Il faut donc qu'en France la Gauche plurielle soit, à cet égard, exemplaire, que ce ne soit pas un libre-service. A cet égard, et je le dis en étant tout à fait clair et en la présence de nos amis ce matin, je pense qu'il n'est pas juste que quelque ministre que ce soit, fût-il extrêmement important, du gouvernement, mette en cause les accords de la Gauche plurielle ici ou là. Cela crée une émotion légitime parmi l'ensemble des militants Socialistes, et je tenais à m'en faire l'écho ici ce matin.
(Applaudissements)
Il ne faut pas, pour que cette Gauche plurielle puisse fonctionner, que le Parti Socialiste soit hégémonique, mais il ne faut pas non plus qu'il y ait une sorte de pré-distribution des rôles, chacun défendant tel ou tel thème ou telle ou telle fraction d'opinion.
Non, la Gauche plurielle est quelque chose qui doit permettre d'enrichir l'ensemble de l'accord collectif, l'ensemble de la volonté d'avancer pour changer notre pays, non pas à partir de fonctions prédéterminées qui feraient que par exemple le Parti Communiste français s'occuperait des plus défavorisés et les Verts s'occuperaient de telle ou telle chose concernant les jeunes, mais il faut que collectivement nous puissions porter les revendications de nos concitoyens et nous, Parti Socialiste, avons pleinement à prendre notre place sur ce thème.

Je termine et c'est ma conclusion qui rassemble ces deux points : faire vivre le concept de Gauche plurielle au niveau national, au niveau européen et aussi par rapport au thème de la mondialisation, voilà l'enjeu de ces deux ans.
Voilà ce que je voulais dire ce matin en vous remerciant de votre attention.
(Applaudissements)

Bernard Soulage - La parole est à Isabelle Thomas ; Alain Richard se prépare.

Isabelle Thomas
Mes chers camarades, je ne suis pas venue les mains vides à ce Congrès de Grenoble : j'ai amené avec moi 3 000 signatures de mes concitoyens malouins à remettre en mains propres au Premier Ministre.
Que demande cette pétition de la section Socialiste de Saint-Malo ?
Tout simplement la nationalisation et la création d'un grand service public de l'eau.
(Applaudissements)
Certes à Saint-Malo, sans mauvais jeu de mots, nous devrions figurer au Guinness des records tant l'eau est chère : 39 F le mètre cube. Qui dit mieux ?
Cela fait réfléchir sur les délices du marché et les prouesses boursières du Groupe Vivendi.
Pourtant, nous commettrions une grossière erreur en considérant qu'il s'agit là d'un cas isolé et particulier à la Bretagne. Non, mes camarades, ce n'est pas un cas particulier, c'est la logique même du système qui est en train de se propager, de se mondialiser et qui risque de s'étendre d'ailleurs à d'autres denrées vitales comme l'air.
La commercialisation d'air pur est déjà à l'étude, et malheureusement ce n'est pas délirer que d'imaginer dans quelques années de distribuer de l'air pur dans les gares et autres lieux publics à l'instar des petites bouteilles d'eau minérale vendues 15 balles les 33 centilitres ! Car le plus probable dans ce gigantesque gâchis écologique ce n'est pas que l'eau potable disparaisse - encore que le pire, s'il n'est jamais sûr, n'est pas non plus totalement inenvisageable - le plus probable est que ces biens vitaux qui appartiennent au patrimoine public deviennent si coûteux à dépolluer ou à purifier que tout le monde ne puisse plus se les payer. C'est déjà en partie le cas dans certains pays pauvres d'abord, tout le monde le sait, mais même en France ce n'est plus totalement de la science fiction.
Dans une cité malouine, de chez moi, une personne qui n'a que le RMI pour vivre m'a confié qu'après s'être fait couper l'eau une fois par la CGE elle ne prenait plus qu'une douche par semaine et ne faisait plus qu'une lessive par semaine. Cette personne, vous vous en doutez, est signataire de la pétition des Socialistes malouins et ça, Mes camarades, ce n'est pas Attika l'utopiste ou Attika la rêveuse, comme certains ont voulu le faire croire dans les débats, c'est Attika la vraie vie, Attika la réaliste, Attika la pragmatique !
(Applaudissements)

Le but de mon exemple n'est pas de faire pleurer dans les chaumières, pas du tout, le but de mon intervention est encore une fois de pointer les limites et les dangers de l'économie de marché.
A propos de l'eau, nous avons le devoir de reposer le débat entre la sphère marchande et la sphère publique. Certains pensent dans le Parti - et ils en ont le droit - que le service public doit se limiter à ce que le marché délaisse. Sont-ils vraiment majoritaires dans ce Congrès ? Je crois pour ma part que les Socialistes sont majoritairement en faveur d'un grand service public de l'eau. Je suis convaincue que les Socialistes sont majoritairement favorables à ce que la gestion de l'eau ne soit plus confiée à des sociétés privées dont l'essence même, la nature même, est d'en retirer le maximum de profits.
(Applaudissements)
Profit, le mot clé est lâché, car en amont comme en aval de la question de l'eau le profit nous entraîne dans un cercle vicieux, celui de la pollution et de la dépollution qui rapportent. L'industrie et l'agriculture intensive polluent sans compter pour augmenter leur taux de profit, Vivendi, Bouygues et consorts dépolluent eux pour créer leurs profits. Et le citoyen consommateur dans tout cela ? Lui il trinque !
Cher François, je m'adresse à toi solennellement pour que le Parti prenne l'engagement, milite et obtienne la création d'un grand service public de l'eau, opérateur de l'assainissement et de la distribution. Service public qui soit aussi compétent pour prendre des dispositions et les contrôler en amont, c'est-à-dire pour éviter la pollution.
Le développement durable ce n'est pas une utopie, c'est une urgence écologique et sanitaire. Il faut constamment avoir à l'esprit qu'au-delà d'un certain niveau de pollution la situation est vraiment irrémédiable. Si on ne fait rien en Bretagne, dans 15 ou 20 ans la pollution sera devenue irréversible.
L'eau est un bien public, ce devrait être un bien inaliénable, en tous cas c'est un sujet trop grave pour le laisser dans les mains du marché.
Merci et santé !
(Vifs applaudissements)

Bernard Soulage - Merci à Isabelle Thomas. La parole est à Alain Richard pour dix minutes, puis à Christian Bataille.

Alain Richard
Chers camarades, je voudrais d'abord essayer de lever une crainte : est-ce que nous risquons d'avoir un Congrès ennuyeux ?

Dans la salle - Non, non !

Jean-Baptiste Cervera - Mais non !

Alain Richard - J'ai cru percevoir que de bons commentateurs, de bons observateurs, nous prédisaient la grisaille, l'absence d'enjeux, des sujets trop

terre-à-terre, des questions finalement secondaires, donc est-ce que nous nous serions déplacés sans que cela en vaille la peine ?! Cela peut avoir l'air futile au premier regard cette question d'un Congrès ennuyeux ou pas, mais cela recouvre un peu ce que l'on pense vraiment de la démocratie et comment on la pratique.
On a eu les contributions, on a des motions, des milliers de réunions, des votes, des propositions nouvelles qui sont venues dans ces discussions, on a traité de tout et dans le paquet sans doute de pas mal de choses importantes. Simplement voilà, depuis quelque temps on s'est mis à discuter entre nous comme des gens normaux, on a l'air capables de s'exprimer sur nos divergences, sans caricaturer grossièrement ce que disent les autres. Alors peut-être qu'effectivement c'est comme cela que l'on est en train de devenir ennuyeux. Moi je crois au contraire que c'est une victoire et sans idéaliser j'ai l'impression que nous sommes en train d'arriver à faire marcher la démocratie dans ce Parti comme des citoyens adultes aimeraient voir fonctionner le parti pour lequel ils votent.
C'est à nous, même si c'est dur, de faire bouger un peu les communicants et les lois de la communication pour faire comprendre qu'un Congrès cela peut servir à préparer l'avenir, cela peut être un moment où chacun évacue son agressivité, mais nous avons vérifié qu'il était impossible de faire les deux à la fois, et pour nous, nous avons choisi.
Ensuite il y a la question de nos diversités politiques. Est-ce qu'elles peuvent vivre ensemble et est-ce qu'on peut faire progresser le Parti Socialiste par nos diversités sans tourner à la compétition personnelle ? Ou bien est-ce que là encore - on nous le dit à l'extérieur - nous serions réduits au dilemme entre l'uniformité grise et le choc d'ambitions rivales ?
D'abord une remarque là-dessus : nous avons connu la défaite en 1993 et elle a touché tout le monde à ce moment là, souvenons-nous en. Nous avons su repartir de l'avant sans nous perdre en règlements de compte. La solidité et le sens du collectif que nous avons su montrer dans l'échec ils se préparent et j'ai le sentiment que quand nous avons la confiance d'une majorité de français et que c'est nous qui orientons l'action du pays, en plus nous avons les règles de vie du Parti et sa capacité de débat qui peuvent nous permettre de surmonter cette contradiction chaque fois que nous voulons clarifier nos choix sur un ensemble de questions, on l'a encore fait il y a quelques mois sur la Convention des territoires, nous avons tous les moyens de nous expliquer, même c'est vrai d'avoir une certaine compétition entre nous dans la valeur des propositions et de savoir rapprocher nos points de vue dans le débat démocratique.
Nous allons reprendre cette tache dans ce Congrès pour commencer à nourrir nos propositions de l'après 2002. Donc je crois qu'il n'y a pas de contradiction, il n'y a pas d'inconvénient à exprimer nos identités politiques qui sont forcément variées dans une grande formation qui représente le quart des français, nous pouvons faire valoir des tendances de pensée et provoquer des moments de débat qui montrent notre diversité, si c'est fait avec le sens des responsabilités et si c'est fait authentiquement pour faire progresser le Parti en sachant se garder d'une personnalisation exagérée.

C'est en tous cas une règle à laquelle nous sommes ici nombreux à croire et j'ai confiance dans la lucidité collective des Socialistes pour que ce soit cette règle là qui s'impose.
C'est avec cet état d'esprit de convergence et de renforcement de la cohésion du Parti qu'avec d'autres camarades nous avons fait mouvement pour rapprocher des identités politiques qui étaient pourtant bien caractérisées dans le passé du Parti, qu'on appelait même la première et la deuxième gauche.
Si nous constatons que sur les thèmes les plus importants et d'abord autour de la cohérence profonde l'action de réforme menée depuis trois ans et demi, qui elle est concrète, nous pouvons nous rassembler, donner une stabilité démocratique au Parti tout en lui permettant d'anticiper par le débat et sur un mode réellement collectif.
Anticiper justement parce que cela va être cela maintenant, le débat de ce Congrès, préparer des thèmes d'action politique, illustrer pour l'avenir notre identité Socialiste en direction d'une majorité de Français qui souhaitent nous faire confiance, mais qui attendent notre vision de l'avenir.
Là aussi, on retrouve peut-être une certaine résistance médiatique parce qu'après trois ans et demi d'exercice des responsabilités sans crise et avec des résultats substantiels, on attend de nous avec un certain fatalisme que nous soyons inévitablement démunis de ressort.
Je crois que c'est une facilité de pensée et qu'au contraire quand j'écoute, quand je lis ce qui vient dans nos débats, nous avons en réserve de multiples projets, de multiples initiatives pour préparer un contrat et cela sans rupture de cohérence avec les réformes que nous faisons maintenant.
Je n'évoquerai que deux domaines : la solidarité et la démocratie.
La solidarité : comment voir l'avenir ? C'est d'abord continuer la marche vers le plein emploi qui est encore loin. Je rappelle que d'autres états européens, d'autres nations européennes, pas loin de nous, sont à 4% de chômage, si nous faisons la règle de trois cela voudrait dire 1 200 000 chômeurs de moins encore et je rappelle aussi que pour progresser vers le plein emploi il faut des entreprises employeurs qui soient compétitives sur leur marché, qui soient rentables et qui investissent.
Sur le principe ça n'est pas une idée controversée entre nous mais il ne faut pas que cela nous amène à l'oublier. Et dans cette marche au plein emploi, comment faire avancer la solidarité ? Je crois qu'il faut travailler particulièrement sur les mesures d'accès à l'emploi, des moyens de préparer des gens restés longtemps loin de l'activité, des jeunes sans formation et sans expérience, et faire des choix courageux qui ne vont pas forcément dans le sens de la popularité immédiate quant à la façon de connecter les revenus de solidarité et les revenus d'activité.
Nous voyons bien qu'il y a des contradictions, cela n'empêche pas les gens de souhaiter revenir vers de l'activité mais les gens qui reviennent vers l'activité ont des contradictions de revenus que nous devons traiter sérieusement.
Toujours dans le sens de la solidarité, je crois que nous devons travailler sur les nouveaux droits individuels et collectifs dans le travail, dans une activité qui est

de plus en plus éclatée, qui repousse aux marges les moins bien intégrés et les moins favorisés dans la compétition.
Il faut bien voir quand on regarde les 3, 5, 7 années à venir, que le rapport de forces va se modifier, il a commencé à se modifier entre employeurs et salariés, du fait de la croissance durable et de l'amélioration de l'emploi. Donc la Gauche doit penser une stratégie qui tienne compte dans la durée de ce changement de paysage social. Les grands sujets, on le sait, c'est le droit à la formation, le droit à une mobilité professionnelle sécurisée, la liberté de choix quant aux formes de travail, en particulier quelle place faire et quels droits attribuer au temps partiel, au travail à durée déterminée et puis la grande question des âges de la vie au travail qui va bien plus loin que la question simplement des modalités de calcul de la retraite. Nous sommes le pays qui a repoussé hors du travail le plus de salariés mûrs et qui commence aujourd'hui à s'en mordre les doigts.
Je n'approfondis pas bien sûr ces différents thèmes mais je crois qu'ils sont vraiment la priorité de nos débats sur la solidarité pour les années qui viennent, et c'est sur ces sujets là que les Français vérifieront que nous sommes proches d'eux dans le concret, que nous travaillons vraiment pour leur avenir et que nous luttons contre ce qui les préoccupe le plus et l'éclatement social et le chacun pour soi.
Sur la démocratie : je ne veux évoquer là aussi que deux pistes pour illustrer les champs de travail que nous avons devant nous. La ville et le cadre de vie, avec la mise en œuvre de la solidarité urbaine, la loi est maintenant votée, donc il y a devant nous un grand programme de mise en œuvre de la solidarité urbaine et de la lutte contre les césures, contre les fractures territoriales.
Il y a avec cela les nouvelles étapes de la décentralisation, nous avons maintenant le rapport de la Commission autour de notre camarade Pierre Mauroy, avec des propositions concrètes et donc nous avons devant nous la possibilité d'établir de nouveaux droits concrets pour la participation et le contrôle des citoyens pour que la décentralisation, la démocratie territoriale, ne soient pas simplement réservées à ceux qui ont délégation mais soient un vrai support de partage des responsabilités politiques.
Et puis quand on parle de démocratie, il y a l'enjeu profond de la sécurité de nos concitoyens qui, on le sait, va rester un défi majeur dans les prochaines années et nous devons aller plus loin encore dans le partage des responsabilités au sein de la société, au sein du service public dans toutes ses facettes mais aussi au sein de la société pour créer la synergie entre l'ensemble des activités de prévention et l'action pour le respect de la loi.
C'est un combat démocratique, c'est un enjeu démocratique sur lequel nous avons à prendre nos responsabilités.
Chers camarades, nous allons donc nous mettre au travail pour préparer ces nouvelles étapes de la justice sociale et de la démocratie.
Je parle comme si cela ne dépendait que de nous et j’ai tort. Bien entendu, tous nos partenaires de la majorité, que nous saluons ici, avec lesquels nous travaillerons dans la durée, partagent la charge de préparer des projets concrets pour guider le choix des Français pour après 2002.

Nous avons des rôles différents dans cette majorité, je crois que tout le monde, certes, doit accompagner les revendications, doit suivre, doit soutenir des mouvements ponctuels. Tout le monde doit aussi trouver une capacité de projets et de stratégie de réformes.
Nos soutiens dans la société, ceux qui veulent faire confiance en la majorité plurielle, attendent de nous, une part d'utopie, une utopie qui change la réalité, mais pas une utopie qui serve de décor à une réalité qui ne change pas.
Un mot pour terminer pour revenir à ce Congrès et aux décisions qui sont devant lui.
Nos discussions, je l'ai dit, seront variées et forcément un peu dispersées.
Nous allons chercher des points d'accords et des choix sur une quantité de thèmes mais notre enjeu collectif, je le résume en quelques mots : où voulons-nous être dans trois ans, lors de notre prochain Congrès ?
Si nous avons inspiré confiance aux Français et d'abord à ceux qui attendent la Gauche, devant les responsabilités, si nous savons inspirer confiance par notre esprit de réforme et notre esprit de responsabilité, nous continuerons dans trois ans à faire changer la politique et à faire changer la société par l'action d'un Président qui sera des nôtres, d'une majorité et d'un gouvernement qui feront vivre nos valeurs, et je n'oublie pas l'action décentralisée que mèneront tous nos camarades qui, au printemps prochain, peuvent gagner ou garder ces collectivités locales.
Nous savons que nous avons des adversaires politiques, et que les Français auront un choix à faire.
Aujourd'hui nos adversaires ont peu de chances de conquérir la confiance des Français sur leurs valeurs et sur leurs propositions. C'est donc de nous que dépendra la préparation de l'avenir, le sens de l'évolution de cette société car vous savez, pour des millions de gens, cela signifie beaucoup.
Notre Congrès n'est pas pour rien devant ces échéances. Il doit exprimer notre esprit de rassemblement, notre esprit de créativité, notre sens de l'écoute des citoyens.
C'est ce que nous souhaitons tous ici. Je suis sûr que cette responsabilité collective, nous allons l'assumer ici et maintenant.
(Applaudissements)

Michèle Lindeperg - Merci Alain. La parole est à Christian Bataille pour dix minutes.

Christian Bataille
Chers camarades, si on ne devait retenir pour caractériser la motion 3 que certaines interprétation condescendantes, je devrais me contenter à l'instant, d'un non-discours, pour un non-texte concernant des non-idées.
Nous ne serions en réalité battus dans ce Congrès que pour grappiller ici ou là des postes de responsabilité, ce à quoi bien entendu, personne dans la motion majoritaire ne pense.

Chers camarades de la majorité, si votre volonté de synthèse est réelle, il faut commencer par reconnaître le partenaire avec qui vous voulez discuter, et considérer ses idées avec intérêt.
Nous aussi, nous préférons une synthèse et nous voulons autant que quiconque un Parti rassemblé.
La condition est qu'après discussion, vous fassiez une juste place à nos propositions.
Le texte n° 3 a rassemblé près de un militant sur 7. Ces militants veulent de significatives inflexions à gauche, à cette condition seulement, un texte commun sera possible sinon, la synthèse ne sera pas possible.
Je vais maintenant essayer de vous apporter la preuve de l'apport positif, que certaines de nos affirmations peuvent apporter au texte final.
En matière fiscale et budgétaire, et Henri y reviendra plus largement, il est clair que le Parti Socialiste doit, pour l'avenir, fixer des objectifs exigeants allant bien au-delà de l'actuelle pratique gouvernementale, tout autant que la politique salariale, en utilisant l'impôt comme instrument de justice sociale.
Il est clair aussi que ce Congrès doit réaffirmer fortement que nous ne pourrons persister longtemps dans une attitude d'indulgence scandaleuse vis-à-vis des stock-options, autre manière de désigner le capitalisme financier.
Enfin pour ajouter à ce balayage rapide, sur la politique de l'emploi et des salaires, il est clair également que notre gouvernement a nettement engagé une politique de gauche, et je veux le saluer.
Le recul du chômage est une de ses grandes victoires.
Cette politique doit continuer, mais dans le même temps, il n'est pas contradictoire de décider une hausse significative du SMIC et des bas revenus.
(Applaudissements)
Oui, la lutte contre le chômage et la hausse des salaires sont possibles en même temps.
Je vais maintenant développer deux idées auxquelles je me suis particulièrement attaché dans ce débat de Congrès : la laïcité et l'avenir du service public.
D'abord, la laïcité qui reste, quoi qu'on en dise, un grand principe actif contre la montée des particularismes et des communautarismes.
C'est un facteur déterminant d'intégration, par la laïcité dans la France d'aujourd'hui, nous avons au moins le droit de choisir toute évolution.
Notre République a débarrassé l'Etat et l'école du papisme autrefois dominant.
Nous sommes pratiquement les seuls avec le Portugal à avoir érigé la laïcité en principe constitutionnel. Nous y tenons.
Nous voudrions communiquer cette idée dans les autres pays d'Europe pour construire ainsi l'Europe des lumières et de la liberté.
Or à travers la Charte européenne des droits fondamentaux, le texte a été arrêté par le Conseil européen de Biarritz, c'est au contraire la conception anglo-saxonne et allemande, qui a voulu s'imposer, et avec elle, la confusion église-Etat.
Nous demandons que dans le document de la Charte européenne, qui sera proposé à la ratification, lors du Conseil de Nice, soient clairement affirmés,

dans un texte strictement identique dans toutes les langues - ce qui n'est pas le cas - les principes de séparation de l'église et de l'Etat, ainsi que des sphères de la vie privée et de la vie publique.
Passons maintenant aux problèmes du service public des entreprises publiques.
Debout, sur les estrades, nous avons clairement défendu ce principe parmi d'autres, au cours de la victorieuse campagne législative du printemps 1997 et nous persistons à vouloir traduire cet engagement.
Je veux m'élever en faux contre cette supercherie affirmée ici à cette tribune qui consiste à dire que nous serions obligés, dans le cadre européen, de pratiquer une politique de privatisation des entreprises publiques.
Les directives européennes demandent l'ouverture à la concurrence des marchés monopolistiques. Elles ne demandent pas la vente à l'encan du patrimoine national comme voulait le faire le gouvernement Juppé.
(Applaudissements)
Il est clair que les grandes entreprises publiques, la SNCF, EDF, GDF, La Poste, France Télécom, et d'autres encore, sont une spécificité républicaine et qu'elles font partie de la République, qu'elles sont dans la sphère même de ce qui est la tradition dans ce pays. Elles doivent, par conséquent, continuer, comme elles le font pour assurer un service qui, il faut le dire, fonctionne de façon satisfaisante.
Nous voulons des trains qui arrivent à l'heure, et qui ne déraillent pas. Nous ne voulons pas des trains « blairistes », nous voulons des trains de la SNCF.
(Applaudissements)
Quelle plus belle démonstration de solidarité et d'esprit citoyen, que celle apportée par l'entreprise publique pour redonner un peu de jour, un peu de lumière à des millions de français, là où la tempête fin 1999 avait détruit toutes les liaisons ?
Le grand écart auquel nous assistons actuellement vis-à-vis des entreprises publiques ne sera plus longtemps possible.
Il faudra arrêter ce jeu-là qui consiste à voter des motions, ici au Congrès ou ailleurs, et dans la pratique, par projet de loi, ou par ordonnance, ou encore de façon plus subtile, à mettre le service public en mauvaise posture !
Si nous en sommes réduits à réclamer, à proclamer ces principes, c'est que le social-libéralisme, c'est-à-dire cette version du libéralisme, avec une touche de politique sociale, est présent jusque dans nos rangs, jusque dans nos pratiques.
Je regrette que les Socialistes libéraux n'aient pas déposé une motion comme ils en avaient d'abord eu l'intention. Je ne doute pas un seul instant de la réponse cinglante que ces tenants du libéralisme auraient reçu du vote des militants.
Ce point sera un test pour le Congrès, il faudra que la résolution finale écarte, explicitement, la tentation sociale libérale.
Une phrase encore pour adresser un fraternel salut à nos camarades de la motion 2. Par nos deux textes, nous avons porté la Gauche du Parti à un niveau jamais atteint depuis une trentaine d'années.
(Applaudissements)

Si une fusion n'est pas à l'ordre du jour, j'espère que nous parviendrons à traduire nos nombreuses idées communes par des propositions et des amendements communs, pour faire avancer la Gauche.
Un dernier mot : nous savons tous à quel point nous nous sentons parfois ligotés par le réel. N'oublions pas non plus que ce Parti veut, dans le même temps la perspective pour aller plus loin et le mouvement pour que cela bouge.
(Applaudissements)

Michèle Lindeperg - Merci Christian. Merci d'avoir respecté ton temps de parole.
Je donne la parole à Anne Hidalgo.
Auparavant je vais vous annoncer la liste des intervenants de cette matinée. Après Annie Hidalgo, nous aurons Laurent Fabius, puis notre camarade Menucci et nous terminerons par Elisabeth Guigou qui terminera cette matinée.
D'autre part, je fais encore appel à votre bonne volonté. Il est très désagréable, pour l'orateur, d'avoir un brouhaha, un bruit de fond, qui est très gênant, alors merci d'aller converser à l'extérieur.

Anne Hidalgo
Merci, mes chers camarades. J'interviens sur un thème qui a toute sa place dans ce Congrès, qui a fait l'objet d'une contribution. Il s'agit de la formation des adultes. Nous ne voulons plus nous permettre d'ignorer l'enjeu de la formation, tout au long de la vie. C'est d'abord une nécessité pour la cohésion sociale, mais c'est aussi une nécessité pour le dynamisme économique de notre pays.
Le diagnostic a été posé dès mars 1999 par Nicole Péry. Se former tout au long de la vie, c'est d'abord un enjeu pour l'emploi, parce que la formation doit permettre au plus grand nombre d'accéder aux emplois qualifiés, qui se créent et qui permettent de faire baisser le chômage durablement.
Ce serait là une vraie réponse aux difficultés de recrutement. Le reste n'est que manœuvre du MEDEF pour freiner les salaires et pour remettre en cause les 35 heures.
Par ailleurs la formation est une sécurité dans l'emploi, tout au long de la vie. Or n'oublions pas qu'aujourd'hui, en France, près de 40% des actifs n'ont aucun diplôme de l'enseignement général ou professionnel.
La formation c'est aussi un enjeu pour la compétitivité de notre économie de marché et c'est en élevant le niveau de qualification que nous gagnerons des parts de marchés dans les secteurs où se crée la richesse, c'est-à-dire les nouvelles technologies dans les services avec des services de qualité.
Or, aujourd'hui, nous investissons en France, 1 400 milliards de francs, dans les machines, et moins de la moitié de ce chiffre dans le capital.
La formation est surtout un enjeu de progrès et de justice sociale.
Progrès social parce que lorsqu'on a une population active qualifiée, cela permet de concilier pleinement emploi et salaires élevés. Justice sociale aussi, car nous ne pouvons plus accepter que tout se joue dans les vingt premières années de la

vie lorsqu'on a raté le coche, lorsqu'on n'est pas né dans une famille qui peut vous soutenir, et dans ce cas-là, remonter la pente relève de l'exploit.
Or aujourd'hui la formation des adultes reproduit les inégalités et le débat sur l'égalité des chances, qui est présent dans nos thèmes Socialistes, ne peut pas se limiter à la formation initiale.
La formation et l'Education, tout au long de la vie, doivent être accessibles à chacune et chacun.
Face à ce constat comment relever le défi ? Tout d'abord traduire dans la réalité l'obligation d'adaptation des salariés, c'est une des avancées majeures qui figurent dans la deuxième loi portée par Martine Aubry sur la réduction du temps de travail et qui est encore méconnue. Il nous faudra aider en particulier les salariés des PME, les comités d'entreprise, les délégués du personnel, à s'approprier ce nouveau droit qui constitue une sécurité très importante dans la relation au travail, mais, au-delà de ces formations d'adaptation il faudra instaurer un nouveau droit à la formation, tout au long de la vie. Moins d'un cinquième de l'effort de la nation porte aujourd'hui sur la formation continue adultes. Il ne s'agit pas d'opposer bien évidemment la formation des jeunes et la formation des adultes, mais nous devons répondre aux injustices que génère ce système.
Aujourd'hui, pour construire ce droit deux logiques s'opposent : une logique de capitalisation et une logique d'assurance.
Nous devons en tant que Socialistes combattre toute logique de capitalisation qui consisterait, comme le souhaite le MEDEF à faire reposer l'entière responsabilité financière de la formation sur les individus et un exemple vaut mieux que de longues explications : si nous suivons cette piste-là, si le 1% formation payé par les entreprises aujourd'hui était attribué sur des comptes individuels à chaque salarié, eh bien chaque salarié devrait attendre trente ans pour bénéficier de trois mois de formation. Ce n'est pas cela que nous voulons, avec cette réforme de la formation professionnelle, donc faire reposer notre système sur une capitalisation ne serait ni une réponse juste économiquement ni une réponse juste socialement.
Il ne faut pas faire d'amalgame entre la nécessité d'individualiser les parcours et celle qui consisterait à vouloir individualiser les financements. Il y a des raccourcis trompeurs.
En réalité, être peu formé ou mal formé, constitue fondamentalement un risque, un risque de connaître des périodes de chômage fréquentes, un risque de précarité, un risque d'être mal payé, et nous devons assurer ce risque.
Qu'on appelle assurance formation, sécurité sociale du 21ème siècle, le droit à la formation tout au long de la vie doit être garanti collectivement et ses financements mutualisés.
Deux fondements sont nécessaires, un accueil pour permettre à chacun de pouvoir construire son parcours et cet accueil relève en priorité de la responsabilité du service public de l'emploi, de l'ANPE, de l'AFPA, mais également un deuxième fondement. Il faut qu'il y ait une rémunération et un financement des actions de formation pour que les personnes puissent y accéder

et pour cela on propose un fonds d'assurance formation qui permettra de mutualiser et d'optimiser ce système.
Pour conclure, mes chers camarades, dans la construction de ce système, chacun a sa part de légitimité, les partenaires sociaux et la représentation nationale. Il ne s'agit pas de les opposer mais, in fine dans ce dossier, comme dans celui de l'UNEDIC, la responsabilité du pouvoir politique et en particulier du gouvernement et du Parlement est de veiller à ce que des réponses à la hauteur des enjeux soient apportées, présentes et très fortes.
Nous avons le devoir de construire ce droit à la formation et à l'éducation tout au long de la vie, garante de l'égalité des chances et d'une société fondée sur les savoirs et sur la connaissance.
Merci.
(Applaudissements)

Michèle Lindeperg - Merci.
La parle est à Laurent Fabius pour dix minutes et ensuite Patrick Menucci.

Laurent Fabius
Chers amis, chers camarades, dans « gouverner c'est choisir » Mendès-France qui fut député de Grenoble écrit ceci : « dans la vie d'une nation, demain importe plus qu'hier, pour juger sainement le présent, il faut se demander quel avenir » il préfigure notre Congrès de Grenoble qui doit se tourner vers l'avenir comme l'a souhaité François Hollande.
Dans cet esprit, je voudrais partager avec vous deux idées.
L'un des plus grands changements de perspective qui est train de s'opérer sous nos yeux, ce n'est pas seulement le développement fulgurant des technologies nouvelles de l'information et de la communication, c'est le risque de marchandisation - le mot n'est pas très joli, mais il dit bien ce qu'il veut dire - de trois secteurs essentiels qui ont été considérés jusqu'ici comme hors du marché presque par nature.
D'abord, notre système d'éducation qui est de plus en plus concurrencé par de multiples prestataires entreprises, instituts spécialisés dotés de toute la panoplie multi-médiatique du savoir, mais qui sont en réalité destinés sur une base privée à seulement quelques-uns, en dehors de l'école laïque et républicaine.
Je vois se développer cette tendance de fond, je crains qu'elle ne soit fondamentalement inégalitaire et je pense qu'il faut la combattre.
(Applaudissements)
L'environnement, lui aussi, risque de devenir une marchandise. Après un siècle de ressources abondantes, voici que certaines pratiques agricoles ou industrielles, voici que certains choix de transport ou d'urbanisme entraînent - on le voit bien - des effets dévastateurs sur les climats, sur les océans, sur les sols et sur les sous-sols. L'eau comme l'air devraient être des biens communs de l'humanité toute entière.
(Applaudissements)

Et pourtant, il risque d'être de plus en plus soumis aux contraintes de marchés mal régulés, du coup la prévention passe au deuxième plan, le gaspillage l'emporte sur la gestion responsable, et on nettoie les rues en Europe avec de l'eau potable pendant qu'un milliard de personnes dans le monde en manque totalement !
(Applaudissements)
L'application des engagements de Rio et de Kyoto sur les émissions de gaz à effet de serre n'est toujours pas garantie, là aussi la tendance est forte chez certains de confier le rôle principal à un marché de droit à polluer mais ces droits à polluer risquent presque inévitablement de se transformer en droit de polluer pour les plus riches et en contraintes supplémentaires pour les plus pauvres.
Plus largement encore, le nouveau capitalisme risque tout simplement de coloniser le vivant. Demain, les chercheurs vont décrypter l'ensemble du génome humain, ce sont des promesses splendides mais les semences agricoles, les bactéries, les animaux génétiquement modifiés, le répertoire du développement des maladies, tout cela permet que se développe une confusion entre sphère économique et non économique. La perspective d'une privatisation du vivant s'installe avec d'immenses questions qui demeurent sans réponse.
L'appropriation individuelle des patrimoines universels, la contradiction scandaleuse entre d'un côté les demandes sanitaires des pays riches vers qui vont tous les efforts de recherche et de l'autre côté les besoins des pays pauvres, dépourvus de tous moyens et gorgés de virus… (applaudissements)… Dans ce contexte, la question posée aux Socialistes français et européens - je dis « européens » parce que ces problèmes sont devenus trop grands pour notre relativement petite nation - est de savoir si dans ces domaines clefs de nos existences, l'éducation, l'environnement, le vivant, nous allons laisser faire ou bien si nous allons résister.
Je souhaite et je demande que dans notre futur projet tel soit bien le choix que nous retiendrons au nom du respect des générations à venir, des biens publics globaux et de notre exigence des qualités.
Si on est d'accord avec ce diagnostic alors le reste suivra, défense du service public, renforcement des investissements, et partout, qu'elle soit nationale, européenne ou mondiale, la régulation. Sinon, sous les coups de butoir du productivisme débridé la fameuse distinction entre économie de marché et société de marché que j'approuve, sautera comme une barrière de papier.
Chers camarades, la deuxième idée dont je souhaite convaincre est celle-ci : au cœur de notre démarche de Socialistes, la notion de politique durable doit se généraliser. En matière écologique on sait bien qu'on parle souvent de développement durable, vaches folles, naufrages, pollution de toutes sortes, nous savons désormais qu'il faut privilégier en écologie le long terme, parce que ce qui est en cause, c'est la possibilité même de la vie demain, mais l'impératif écologique est transversal, il est clair qu'il ne peut pas être sous-traité au parti Vert, qu'il doit être pris en compte totalement par nous.
(Applaudissements)

Mais cette prise en compte du long terme, je pense que pour des militants de gauche, militants de l'emploi et de la solidarité, elle doit s'appliquer aussi en matière économique et sociale, notre cap est fixé, c'est la priorité à l'emploi, les résultats spectaculaires obtenus en trois ans avec près d'un million de chômeurs en moins implique demain de tenir notre ligne.
Je n'ai pas besoin d'insister sur les dégâts que provoquerait un ralentissement de la croissance, dont je veux souligner que la continuation n'a rien d'automatique, contrairement à ce que peuvent croire certains qui ont sans doute sur notre économie et nos finances des informations confidentielles que personnellement je n'ai pas.
Oui, malgré les progrès enregistrés, la guerre contre le chômage doit continuer, croissance pour l'emploi, progression et meilleure répartition du revenu, allègement équitable des taxes et des charges, réduction progressive de l'endettement, derrière ces termes qui définissent la politique de tout le gouvernement apparaissent les moyens concrets de nos choix.
Nous sommes Socialistes, donc nous ne pouvons pas accepter l'illusion égoïste qui consisterait à renvoyer le poids de nos engagements sur les épaules de nos descendants.
(Applaudissements)
Oui, la guerre contre le chômage continue, elle demeurera la priorité absolue, pas question donc, par je ne sais quel dogmatisme, de centrer toute notre politique uniquement sur l'offre des entreprises au détriment de la demande ou sur la demande aux dépens de l'offre, la nécessité exige de marcher sur nos deux jambes pour que l'emploi et le pouvoir d'achat soient durablement améliorés.
Ce que je veux dire c'est ceci : les rapports entre la Gauche et la durée sont en train de changer, de plus en plus d'électeurs nous demandent des politiques de long terme, et c'est là-dessus qu'ils nous jugeront : réduction des inégalités, formation, on l'a très bien dit tout au long de la vie, financement équilibré des retraites, réforme de l'Etat, lutte contre la fracture territoriale, re-façonnage des villes, construction démocratique de l'Europe, humanisation du monde, tout cela demande une politique durable.
Dans notre monde globalisé, dont paradoxalement la perception est de plus en plus parcellisée, la politique, nous le répétons, les uns et les autres, tous les jours, doit proposer des repères, des objectifs, un sens. C'est ce qu'attendent en particulier les jeunes et finalement deux conceptions de la politique sont face à face, d'un côté la politique éphémère, de l'autre la politique durable. La politique éphémère n'a besoin que de slogans, la politique durable a besoin d'explication de fond donc de l'action des militants.
La politique éphémère n'a besoin que de coûts, la politique durable a besoin de priorités. La politique éphémère n'a besoin que sondages, la politique durable a besoin de courage. Autant de qualités dont nous savons que les possède Lionel Jospin.
(Applaudissements)
Cela ne signifie évidemment pas qu'il faille être insensible aux demandes du moment. On ne parvient pas au long terme si on ne se préoccupe pas du court

terme. Après dix années de croissance atone, les Français veulent être dédommagés de leurs efforts, c'est légitime, tout en respectant le principe de durée qui n'est jamais qu'un autre nom du principe de responsabilité.
Dans sa biographie, toujours sur Mendès-France, Lacouture a employé cette formule : "Il est recommandé à ceux qui veulent changer le monde d'être plus sérieux que ceux qui se contentent de le regarder tourner". Le sérieux, heureusement, cela ne veut pas dire l'ennui, le sérieux, c'est celui de la vérité nécessaire pour qualifier réellement ce que nous faisons depuis trois ans, pour analyser les évolutions profondes de notre société et pour dire les conditions d'une solidarité durable. C'est là où ces deux idées, la résistance et la durée, se rejoignent, car c'est notamment en résistant à la déferlante du marché sur l'éducation, sur l'environnement et sur le vivant que l'on fournira une base durable au progrès.
Chers camarades, la Droite d'en haut est divisée, mais que personne ne se fasse d'illusions, la Droite d'en bas continue d'exister.
(Applaudissements)
Demeurons donc à l'écoute, évitons tout triomphalisme, des progrès restent encore à accomplir. C'est en travaillant comme aujourd'hui, dans l'unité, et en regardant au-delà des seules élections, que nous avons probablement le plus de chances de l'emporter.
La résistance à la marchandisation de la vie et la revendication d'une politique durable de progrès, je souhaite que dans notre projet ces deux idées soient deux des piliers sur lesquels la Gauche rassemblée construira le futur, merci.
(Vifs applaudissements)

Michèle Lindeperg - Merci Laurent.
La parole est à Patrick Menucci pour cinq minutes, ensuite, Elisabeth Guigou.

Patrick Menucci
Mes chers camarades, le vrai événement de ce Congrès, c'est que 27% des militants Socialistes se sont prononcés pour que le Parti Socialiste pèse plus à gauche dans la politique du pays (applaudissements), et corrélativement, la question qui en découle dans ce Congrès est la suivante : est-ce que la synthèse entre nous tous est possible ?
La Gauche Socialiste pense que la synthèse globale modifiant substantiellement, sur un certain nombre de points, le texte de la motion 1 est nécessaire pour gagner les échéances électorales. Ce serait un signe fort donné à notre peuple par le Parti Socialiste, qu'il montre qu'il a compris qu'il faut répondre à la question suivante : pourquoi le Parti Socialiste ne tire pas davantage profit de la réussite du gouvernement ?
C'est parce que nous n'arrivons pas à reconquérir les catégories populaires que nous avons perdu au début des années 1990. Est-il normal que la confiance dans le gouvernement soit de 70% dans les catégories de salariés qui gagnent plus de 20 000 francs par mois et de 50% chez ceux qui gagnent moins de 7 500 francs… (applaudissements)… les salariés modernes, les chômeurs, les jeunes

en échec scolaire, ceux qui pour qui la Gauche se mesure non pas dans le plaisir de la controverse de nos débats, mais dans leur réfrigérateur, dans leurs loisirs et dans leur vérité pour qu'ils soutiennent majoritairement le gouvernement de la Gauche ?

Pendant des années, la crise a frappé les plus faibles, les plus mal formés, le chômage, l'exclusion, l'échec scolaire et parallèlement, il y a eu la montée de l'extrême droite. C'est la Gauche, tout au long de ces années, avec le Président François Mitterrand qui les a protégés. Qu'aurait été notre pays si, pendant toutes ces années, il avait été laissé à la Droite ?

Regardons tout simplement vers les autres pays européens. C'est justement parce que notre peuple a souffert qu'il faut aujourd'hui, alors que la croissance revient, alors que la croissance est de retour, redistribuer.

Avec les résultats de ce Congrès, cette idée a avancé. D'abord parce que nous, à la Gauche Socialiste, nous croyons que Lionel Jospin n'est pas un dirigeant social démocrate européen comme les autres. Nous croyons que Lionel Jospin n'est pas Prodi qui laisse l'enseignement aux papistes, n'est pas Blair qui traite ses chômeurs comme des parias, n'est pas Schröder qui laisse sa politique monétaire. Il faut l'aider, il faut aider Lionel Jospin dans le rapport de force.

Un jour, après l'échec de la réforme sur le service public de l'enseignement, Lionel Jospin a rencontré un homme qui lui a reproché d'avoir laissé cette réforme abandonnée. Il lui a répondu : où étiez-vous ? Il posait donc le problème du rapport de forces.

Le rapport de forces a été modifié par la Gauche dans ce Congrès et donc, la majorité de notre parti a désormais le droit de s'appuyer sur la Gauche du parti.

Posez-vous, chers camarades (vous êtes des militants tout comme moi), la question simple : quand je suis sur un marché, quand je suis devant une entreprise, que je vais au devant des français, quel argument j'utilise pour les convaincre ? Est-ce que ce sont les 35 heures ou les stock options ? Est-ce que c'est la CMU ou l'indépendance de la Banque européenne ? Est-ce que ce sont les emplois jeunes ou la baisse de la fiscalité sur les tranches supérieures du revenu ?

Eh bien, camarades, puisque nous sommes majoritaires dans ce Congrès, ceux qui pensent que quand la Gauche fait la politique des siens elle gagne et quand elle n'est pas comprise, ni des siens, ni des autres, c'est quand elle hésite, quand elle se perd, il est possible de donner un signe qu'attendent les plus modestes, les plus pauvres, les nôtres, en intégrant ce soir, dans le débat de la Commission des résolutions, un certain nombre de points comme la démocratie sociale et notamment le refus de la validation de l'accord sur l'UNEDIC sans majorité syndicale (applaudissements), la nouvelle donne sociale avec une augmentation substantielle du SMIC, nous disons jusqu'à 7 000 F, et la convocation de la Conférence salariale. Sur le moratoire, sur la dérégulation des services publics en Europe, sur la création d'un service public régional de l'eau, le Congrès du Parti Socialiste ferait œuvre utile s'il préparait les victoires de 2002 pour notre peuple, pour les nôtres et pour la France.

(Applaudissements)

Michèle Lindeperg - Merci Patrick.
La parole est à Elisabeth Guigou pour dix minutes.

Elisabeth Guigou
Chers camarades. Nous sommes ici ensemble parce que nous croyons que la politique, c'est d'abord une volonté au service d'un idéal. Nous sommes ici parce que nous croyons que la volonté politique est la clé de tout changement et que cette volonté politique doit être d'abord et avant tout fondée sur les valeurs du Socialisme.
La première de ces valeurs, c'est l'égalité parce que le marché, s'il créé des richesses, est aussi un formidable créateur d'inégalités et d'exclusions, parce que nous savons que les inégalités ne cessent d'augmenter dans le monde, parce que dans notre pays même, nous voyons bien que la croissance laisse encore au bord de la route trop de jeunes, trop de femmes, trop d'adultes cassés par le chômage et par la pauvreté.
Donc, l'égalité d'abord et avant tout et bien sûr, la solidarité avec les plus fragiles, avec ceux qui, dans le monde, en Europe, dans notre pays même, souffrent, nous le savons, de malnutrition, de carences de soins, des épidémies qui ne sont plus le triste privilège des pays en développement.
Et puis, la liberté, parce que le Socialisme, c'est la liberté du citoyen, du citoyen du monde, du citoyen de l'Europe, du citoyen de notre République qui refuse les injustices, qui veut agir au quotidien pour la justice sociale.
Nous sommes ici ensemble, je crois, chers camarades, parce que le Socialisme se fonde sur ce que Léon Blum appelait la conscience de l'égalité humaine et que nous voulons que cette égalité s'incarne dans la République, dans la démocratie politique, dans le démocratie sociale.
Alors, chers camarades, je crois que par rapport à cette exigence des égalités, nous pouvons être fiers du chemin parcouru depuis 1997 sous la conduite de Lionel Jospin, Lionel qui a su nous redonner l'espoir en 1995 et qui, ensuite, a su conduire notre parti à la victoire après l'avoir doté d'un vrai projet sur lequel nous avons été élus.
Lionel qui, depuis 1997, a fait accomplir à la Gauche plurielle, dans le respect de sa diversité, une œuvre qui marquera l'histoire de la Gauche et de notre pays. (Applaudissements)
Nous pouvons être fiers du chemin parcouru depuis trois ans et demi, 870 000 personnes qui ont retrouvé du travail et, avec le travail, la dignité, la dignité du jeune qui peut enfin bâtir un projet de vie, la dignité du père ou de la mère de famille qui a renoué avec l'utilité sociale et retrouvé des marges de liberté.
Oui, nous pouvons, chers camarades, être fiers d'avoir rendu aux enfants nés en France le droit du sol, nous pouvons être fiers…
(Applaudissements)
Nous pouvons être fiers d'avoir assuré aux femmes l'accès aux responsabilités politiques (applaudissements), nous pouvons être fiers d'avoir, avec le PACS, permis a tous les couples de vivre au grand jour leur engagement

(applaudissements), nous pouvons être fiers, je suis fière, de présenter à l'Assemblée Nationale la semaine prochaine le projet de loi sur l'allongement de la durée légale de l'interruption volontaire de grossesse.
(Applaudissements)
Oui, nous pouvons être fiers de ce travail accompli, de la confiance retrouvée, des résultats dans la lutte contre l'exclusion et la protection des plus faibles, mais nous savons qu'il reste beaucoup, beaucoup à faire.
L'enjeu de notre Congrès, il n'y en a pas d'autre, c'est de tracer les contours de notre nouveau projet, d'appuyer ce projet sur notre bilan, bien sûr, mais de dire ce que nous, Socialistes, nous voulons et ce que nous voulons, c'est mener encore et toujours le combat contre les inégalités et pour cela, chers camarades, nous devons agir pour un monde plus humain, nous devons agir pour une Europe plus sociale, nous devons agir pour une France plus égalitaire.
(Applaudissements)
Notre action dans le monde : nous voyons bien que la fin de ce millénaire aura vu le triomphe de la mondialisation, en tout cas de la mondialisation des marchés financiers, des échanges commerciaux, de l'industrie culturelle, des technologies de communication. Dans ce processus, c'est la loi du plus fort qui domine, c'est l'argent qui est roi, c'est la technique qui commande.
Alors, ne nous payons pas de mots, chers camarades, nous n'arrêterons pas la mondialisation, mais nous pouvons, nous, Socialistes, si nous le voulons, rendre cette mondialisation plus humaine, car ne l'oublions jamais, chers camarades, le Socialisme est universaliste, nous sommes internationalistes et nous croyons que notre combat pour l'égalité, pour la solidarité, pour la liberté peut être commun à tous les peuples.
Les camarades venus ici du monde entier en sont les témoins et je les salue chaleureusement.
(Applaudissements)
Nous pouvons, si nous le voulons, porter ensemble ce projet, façonner la mondialisation, la réguler, combler ses vides béants sur les normes sociales, sur la sécurité sanitaire, sur la protection de notre patrimoine naturel du sol, de l'eau, de l'air que nous respirons.
Voilà les projets mondiaux que nous, Socialistes, nous devons porter.
Que les droits des travailleurs soient protégés, pas seulement le travail des enfants, ce scandale absolu, mais que tous aient le droit d'adhérer à un syndicat, de faire grève, et que les droits sociaux fondamentaux soient protégés, que des règles, des normes sociales de santé, d'environnement, des normes d'éthique aussi voient le jour.
Nous, Socialistes, nous voulons une régulation mondiale pour combattre l'argent sale, principal ressort de la criminalité organisée qui se protège derrière l'anonymat de l'argent.
Nous voulons, avec le plan durable, encadré par un conseil de sécurité économique et une action mondiale, que notre patrimoine naturel soit protégé des dégradations irrémédiables. Ce n'est pas simple, mais je crois que c'est possible dès lors que nous, Socialistes, avec les syndicats, avec les associations

qui partagent nos valeurs, nous le voudrons et nous y travaillerons ensemble. C'est possible car l'histoire nous enseigne que les grands progrès sociaux ont été des victoires sur la résignation et sur l'indifférence.
L'Europe peut nous aider à façonner ce monde plus humain, à la condition que l'Europe elle-même soit une Europe sociale, car l'Europe, elle aussi, est déséquilibrée et il ne peut être question de s'en satisfaire.
Evidemment, l'Union monétaire protège les peuples européens des turbulences financières mondiales et, nous le savons, l'Europe renforce la croissance. Mais cela ne suffit pas. L'Europe ne peut avoir de sens pour chaque citoyen que si elle permet d'améliorer la situation de chacun et notamment des plus démunis.
Depuis trois ans, chers camarades, nous avons fait avancer l'Europe sociale. Nous le devons à la volonté de Lionel Jospin, nous le devons aussi à la ténacité de Martine Aubry…
(Applaudissements)
Martine qui s'est battue et qui a obtenu que soient coordonnées les stratégies nationales pour l'emploi, que l'Union Européenne se dote d'un plan de lutte contre les exclusions et adopte la directive contre les discriminations dans l'emploi.
Je peux vous le dire, chers camarades, nous irons plus loin dans les jours et les semaines qui viennent, car nous voulons, sous notre présidence, faire aboutir la directive sur l'information et la consultation des travailleurs qui serait enfin une réponse à la mobilisation exemplaire des salariés de Renault-Vilvorde, nous voulons qu'à Nice soit adopté l'agenda social européen, nous voulons qu'à Nice l'on adopte la charte des droits fondamentaux, texte fondateur puisque, pour la première fois, les peuples de l'Union Européenne se dotent d'un socle de valeurs communes et de droits communs, civils, politiques, économiques, sociaux, écologiques. Ce texte, nous avons su l'arracher à la Droite et au patronat, il devra le plus vite possible être intégré dans le traité.
(Applaudissements)
Mais au-delà de notre présidence, il faudra compléter l'Union monétaire par l'Union économique, mieux articuler l'économique et le social, et ceci ne se fera que si l'Europe politique progresse.
Nous, Socialistes, nous avons une volonté pour le monde, nous avons une volonté pour l'Europe et nous voulons une France plus égalitaire.
Depuis 1997, nous avons une baisse record du chômage, de toutes les formes de chômage, y compris du chômage des jeunes, y compris du chômage de longue durée, ainsi qu'un nombre sans précédent de créations d'emplois. Cette année 2000, avec 500 000 créations d'emplois et plus, cette année sera la meilleure du siècle. Quelle fierté, n'est-ce pas, pour nous Socialistes !
(Applaudissements)
Et si notre pays a renoué avec la croissance, c'est parce que le gouvernement de Lionel Jospin et la majorité ont décidé de tourner le dos à la politique économique de la Droite qui nous enfonçait dans la crise.
Ce résultat, nous le devons à notre politique de soutien de la demande, nous le devons aux 35 heures, nous le devons aux emplois jeunes.

Eh bien ! Chers camarades, cette politique économique et sociale, nous devons la poursuivre parce qu'on ne change pas une politique qui gagne. (Applaudissements)
Et le fil rouge de cette politique, ce doit être encore et toujours la lutte contre les inégalités.
D'abord, encore, toujours, agir pour l'emploi, parce que le chômage est la première des inégalités et parce que, comme le disait Jean Jaurès, "le droit au travail est le principe fondamental du Socialisme".
(Applaudissements)
Nous, Socialistes, nous voulons le plein emploi, mais pas n'importe quel plein emploi. Pour nous, le plein emploi, ce n'est pas l'assistance, c'est un travail stable et suffisamment rémunéré.
C'est pour cela, chers camarades, que nous appliquerons les deux lois sur les 35 heures. Evidemment, nous aiderons les petites et moyennes entreprises, mais la loi restera la loi.
(Applaudissements)
C'est pour cela que nous assurerons la pérennisation des emplois jeunes qui ont montré leur utilité sociale en révélant de nouveaux métiers. C'est pour cela que nous engagerons une profonde réforme de notre système de formation professionnelle pour que chacun ait droit à plusieurs chances tout au long de sa vie. C'est pour cela que nous continuerons à nous battre pour que l'accès à l'emploi ne soit plus limité par des discriminations raciales ou sexistes intolérables.
(Applaudissements)
C'est pour cela, chers camarades, que nous ferons du droit au travail une réalité en intensifiant les actions d'insertion pour mieux garantir le retour à l'emploi des chômeurs de longue durée.
Mais nous le savons, il y a d'autres inégalités que le chômage. Nous voyons bien qu'il faut mieux répartir les fruits de la croissance. L'impôt, qui est un outil essentiel de redistribution, doit être modernisé, simplifié et rendu plus juste.
Et je voudrais vous dire évidemment que la baisse de l'impôt ne peut être un tabou pour la Gauche, mais que la baisse de l'impôt ne peut pas être non plus un objectif en soi… (applaudissements)… Car il est indispensable de financer les dépenses publiques et d'assurer la qualité des services publics.
Et ceci doit être notre premier objectif : assurer les engagements publics nécessaires, réduire la dette de l'Etat pour ne pas peser bien sûr sur les générations futures, baisser les impôts, mais c'est dans cet ordre qu'il faut penser l'équilibre entre ces trois éléments car les dépenses publiques ne peuvent être le solde de ce qui reste quand on a baissé les déficits et les impôts.
(Applaudissements)
Quant à l'impôt, il faudra encore le réformer pour qu'il soit plus juste et plus re-distributif.
Et puis, chers camarades, il y a la pauvreté et il y a la précarité.

La pauvreté qui frappe aujourd'hui encore 5 millions de nos concitoyens et, parmi ceux-ci, un nombre toujours plus important de jeunes. Il faut savoir que 80 000 jeunes chez nous n'ont ni toit, ni revenu, et que ce sont de jeunes errants.
La précarité reste le quotidien pour beaucoup de Français et même si la tendance s'inverse dans le bon sens, même si le nombre de "RMIstes" a diminué pour la première fois depuis sa création, plus de 3 millions de personnes vivent encore dans notre pays des minima sociaux.
Alors, chers camarades, parce que la pauvreté, c'est une atteinte à la dignité des personnes, nous devons, je crois, être inventifs et nous devons viser l'autonomie financière, bien sûr l'autonomie financière des personnes âgées dépendantes - nous ferons examiner un projet de loi avant les élections municipales - mais aussi l'autonomie financière des jeunes en situation de pauvreté et la motion 1, que je soutiens, a raison de vouloir s'attaquer frontalement à cette difficulté en créant un contrat d'autonomie pour les jeunes.
(Applaudissements)
La précarité dans le travail, parce que le travail ne protège plus de l'extrême pauvreté et que nous devons avoir là aussi la volonté de lutter contre les abus d'emplois précaires constatés au sein des entreprises.
Le Parti nous y engage, le projet de loi de modernisation sociale nous en donnera l'occasion.
N'oublions pas les insécurités qui existent face à la santé et aux risques sanitaires. Le débat des derniers jours a posé des questions dérangeantes : faudra-t-il être riche pour mieux se soigner ? Faudra-t-il être riche pour manger des produits sains? A ces questions, nous répondons par notre combat contre une certaine agriculture productiviste, contre une certaine insolence de l'argent et en imposant la sécurité sanitaire comme priorité française et européenne.
(Applaudissements)
Cet idéal ne sera garanti que par un Etat fort, un Etat garant des services publics, de l'égalité des territoires et inventeur de nouvelles solidarités. C'est parce que nous aurons un Etat performant que nous pourrons laisser toute leur place aux partenaires sociaux, car il faut améliorer l'articulation entre le contrat et la loi.
Il nous faut aujourd'hui sortir des oppositions stériles de notre société. L'économique et le social sont indissociables, la loi et le contrat sont complémentaires, la vitalité des territoires préservera la République. C'est la démocratie qui doit être notre repère, la démocratie sociale et la démocratie politique.
(Applaudissements)
Voilà, chers camarades. Vous l'avez compris, pour moi le combat contre les inégalités dans tous les domaines de la vie, à tous les âges de la vie, doit être l'axe majeur de notre projet pour 2002. Nous avons besoin de mieux garantir la représentativité syndicale, nous avons besoin de passer à une nouvelle étape de la décentralisation, nous avons besoin d'un Parlement plus fort et nous avons besoin aussi, plus que jamais, d'un Président citoyen, comme l'avait proposé Lionel Jospin en 1995.
(Applaudissements)

Je fais confiance, chers camarades, à François Hollande pour mener à bien ce grand chantier de l'innovation et du renouvellement de notre Parti et, avec François Hollande, avec Lionel Jospin, je suis sûre que nous saurons relever ce défi de la justice sociale, parce que souvenons-nous toujours de ce que disait François Mitterrand : "Le Socialisme est encore aujourd'hui l'idée la plus neuve du monde".
(Applaudissements)

Michèle Lindeperg - Merci, Elisabeth.
Nos travaux de ce matin s'achèvent. Je vous invite à être de retour dans cette salle à 14 h 30 pour la reprise du débat général, sous la présidence de François Rebsamen, Marie-Noëlle Lienemann, Didier Migaud et Annick Aguirre.
D'autre part, je vous rappelle que la réception à la mairie de Grenoble, ce soir, a lieu à 20 heures et non à 18 h 30 comme cela a pu être dit ici ou là.
Et maintenant, je vous invite à aller déjeuner.
Bon appétit. A tout à l'heure.

Coll. Fondation Jean-Jaurès